



Pr Ntuda Ebode Joseph Vincent

Pr Mark Bolak Funteh

Dr Mbarkoutou Mahamat Henri

M. Nkalwo Ngoula Joseph Léa

LE CONFLIT BOKO HARAM AU CAMEROUN

Pourquoi la paix traîne-t-elle ?



Pr Ntuda Ebode Joseph Vincent

Pr Mark Bolak Funteh

Dr Mbarkoutou Mahamat Henri

M. Nkalwo Ngoula Joseph Léa

LE CONFLIT BOKO HARAM AU CAMEROUN

Pourquoi la paix traîne-t-elle ?

© Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2017.

Tél. 00 237 222 21 29 96 / 00 237 222 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / Fax: 00 237 222 21 52 74

E-mail : info@fes-kamerun.org

Site : www.fes-kamerun.org

Réalisation éditoriale : PUA : www.aes-pua.com

ISBN: 978-9956-532-04-5

«Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung.

La présente publication n'est pas destinée à la vente.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciement	5
Abréviations & Sigles	6
Introduction générale	7
 Chapitre I – HISTORIQUE ET CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU PHÉNOMÈNE BOKO HARAM AU CAMEROUN	8
A. Extrême-Nord, historique d'une crise	8
B. Contexte d'émergence du conflit Boko Haram	10
 Chapitre II – ACTEURS, ENJEUX ET PERSPECTIVES D'UN CONFLIT COMPLEXE	12
A. Parties prenantes et enjeux du conflit Boko Haram.....	12
1. La filière camerounaise de Boko Haram et son réseau logistique.....	13
2. L'offensive politique et militaire du gouvernement camerounais	17
3. Les réponses des organisations régionales et des partenaires internationaux	17
4. La mobilisation de comités de vigilance	19
B. Impact socioéconomique et politique du conflit Boko Haram	20
C. Futurs possibles de la crise sécuritaire dans l'Extrême-Nord Cameroun	21
 Chapitre III – POURQUOI LA PAIX TRAINÉ?	24
A. Une réponse sécuritaire devenue insuffisante	24
B. Le développement de l'entrepreneuriat du désordre	26
C. L'absence d'une stratégie de dé-radicalisation	27
D. L'empreinte de la mauvaise gouvernance	29
 Chapitre IV – RECOMMANDATIONS	29
 Conclusion	32
 Références	33

REMERCIEMENT

Cette publication est l'aboutissement de plusieurs dialogues sécuritaires entre experts au sein du «*Think Tank*» sécuritaire mis en place par la Friedrich Ebert Stiftung (FES) Cameroun pour réfléchir sur les différentes facettes du conflit Boko Haram et proposer de nouvelles approches et réponses collectives.

Nous voudrions ici profondément remercier tous les experts qui ont activement participé à ce travail collégial avec leurs contributions pluridisciplinaires et pluri-sectorielles.

La FES exprime sa profonde gratitude au Pr Ntuda Ebode Joseph Vincent, Directeur du Centre de Recherche d'Etudes Politiques et Stratégiques (CREPS), au Pr Mark Bolak Funteh et au Dr Mbarkoutou Mahamat Henri de l'Université de Maroua pour l'accompagnement académique, la relecture rigoureuse et les idées pertinentes émises pour enrichir ce travail.

Que soient également remerciés ici, son Excellence Mamman Nuhu-Conseiller Politique du Chef de Mission, Force Multi-

nationale Mixte du Comité du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et M. Amadou Diongue, Coordinateur pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, Département de la Paix et de la Sécurité, Union Africaine (UA), qui ont accepté de faire le déplacement respectivement depuis la CBLT et l'UA pour apporter des éclairages sur les efforts de ces institutions en faveur de la lutte contre le terrorisme dans le bassin du lac Tchad.

Un remerciement sincère à M. Nkalwo Ngoula Joseph Léa de l'Université de Douala, qui a rédigé en bonne et due forme cette publication.

Enfin un remerciement particulier est adressé à l'ancienne Représentante Résidente, Mme Susanne Stollreiter et à la Chargée de Programme Paix et Sécurité, Mme Susan Bamuh Apar, pour tout le temps et le travail titanesque fourni pour l'organisation des dialogues sécuritaires, la rédaction et la publication de cet opus.

M. Friedrich Kramme-Stermose
Représentant Résident
FES Cameroun et Afrique Centrale

ABRÉVIATIONS & SIGLES

ACF : Action contre la faim

ACLED : Armed conflict location & event data project

AFD : Agence française de développement

AGR : Activité génératrice de revenus

ANIF : Agence nationale d'investigation financière

BH : Boko Haram

BIR : Bataillon d'intervention rapide

BM : Banque Mondiale

BUCREP : Bureau central de recensement et d'étude de la population au Cameroun

CBLT : Commission du bassin du lac Tchad

CEEAC : Communauté économique des Etats d'Afrique centrale

COPAX : Conseil de paix et de sécurité d'Afrique centrale

DMJ : Dynamique mondiale des jeunes

DTM : Displacement tracking matrix

EEL : Engins explosifs improvisés

ELECAM : Elections Cameroon

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FES : Friedrich Ebert Stiftung

FMM : Force multinationale mixte

GABAC : Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique Centrale

GIZ : Agence allemande de coopération internationale pour le développement

GRIP : Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

HIMO : Haute intensité à main d'œuvre

ICG : International crisis group

INS : Institut national de statistique

ISS : Institut d'études de sécurité

MINEPIA : Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales

MSF : Médecins sans frontières

OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires

ONG : Organisation non gouvernementale

OSC : Organisation de la société civile

PAIC : Programme d'appui à l'initiative communautaire

PAM : Programme alimentaire mondial

PME : Petites et moyennes entreprises

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

UA : Union africaine

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la population

UNICEF : Fond des Nations Unies pour l'enfance

USAID : Agence des États-Unis pour le développement international

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun est le théâtre de terribles scènes de violences orchestrées par l'activisme du mouvement terroriste Boko Haram. Paysage exotique sur lequel se joue sans doute l'une des scènes les plus dramatiques du bassin du Lac Tchad, cette partie du Cameroun est en proie aux effluves d'une insurrection islamiste qui affiche au compteur de milliers de morts et de déplacés forcés. Malgré la forte mobilisation de la communauté de développement et les efforts consentis par le gouvernement camerounais en partenariat avec ses pairs du bassin du lac Tchad, la menace terroriste demeure redoutable et en permanente mutation. Le conflit s'enlise et les dernières péripéties démentent les pronostics sur la fin imminente de Boko Haram annoncée par de nombreux décideurs publics. La communauté de chercheurs a elle aussi beaucoup de mal à cerner ce phénomène complexe qui résiste aux grilles d'analyse traditionnelles.

S'il existe aujourd'hui une littérature abondante sur le conflit Boko Haram au Cameroun, elle s'est longuement appesantie sur la description des aspects généraux et spécifiques du conflit sans toutefois innover dans la perspective d'analyse. Trois approches se dégagent des travaux réalisés sur la question : une approche multi-causale qui se propose d'analyser l'environnement social, économique, politique, sécuritaire, culturel et religieux qui a fait le nid de l'extrémisme violent et du terrorisme de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord (Gwoda et Wassouni, vol. 1&2, 2017; International Crisis Group,

2016) sur fond de compréhension des effets socio-économiques et humanitaires (Saibou Issa, 2014); une approche psycho-sociale qui revient sur les trajectoires de radicalisation individuelles et collectives en s'appuyant notamment sur le vécu des anciens recrues et les témoignages des populations locales (PNUD, 2017) ; et une approche instrumentale qui interroge la rationalité des attaques de Boko Haram et tente de comprendre la stratégie et les tactiques militaires et communicationnelles de la nébuleuse en territoire camerounais (Christian Seignobos, 2015 ; Elodie Apard, 2015).

L'objectif de cette étude est de proposer une approche nouvelle qui identifie les acteurs en présence, analyse leurs intérêts politiques, économiques, sociaux et symboliques et décrypte les corrélations entre la poursuite de ces intérêts et l'enlissement du conflit. L'analyse des jeux d'intérêts et des alliances de survie entre parties prenantes, fondée principalement sur le paradigme de l'économie politique du conflit, pourrait offrir de nouvelles perspectives et des clés de compréhension de cette dynamique insurrectionnelle complexe.

Dans ce sillage, la *Friedrich Ebert Stiftung* a animé entre 2016 et 2017 une série de dialogues sécuritaires avec la participation de plusieurs experts issus des milieux universitaires, militaires, médiatiques, politiques, de la société civile et des organisations internationales. Un croisement de regards enrichi par des entretiens semi-structurés auprès d'acteurs divers, une recherche documentaire appropriée et des compléments de données empiriques issues de plusieurs descentes sur le terrain des

membres du groupe de travail, ont permis d'affiner le rendu de cette publication.

Sur la base d'une démarche analytique, empirique et prospective, le présent rapport revient sur la genèse du conflit ainsi que le contexte d'émergence et d'expansion de la menace Boko Haram au Cameroun. Il analyse la pluralité des acteurs en présence, les enjeux qui structurent la persistance de la menace et ses modalités, le renouvellement des intérêts sous-jacents, l'articulation des réponses à l'évolution de la menace, dans la perspective d'identifier des opportunités de transformation du conflit. La trame d'analyse du document vise principalement à décrypter le rapport acteurs-intérêts-contexte qui rend complexe et interminable le conflit. Le rapport formule des recommandations concrètes dont la mise en œuvre permettrait de redonner un nouvel élan à la dynamique de pacification de l'Extrême-Nord et des abords sud du lac Tchad.

Chapitre I – HISTORIQUE ET CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU PHÉNOMÈNE BOKO HARAM AU CAMEROUN

Les activités de Boko Haram en territoire camerounais ont retenu l'attention des médias et de l'opinion publique à partir de 2014. Pourtant, la nébuleuse s'y était introduite des années avant, profitant des fragilités de la région de l'Extrême-Nord pour assoir son puissant réseau de soutiens locaux.

A. Extrême-Nord, historique d'une crise

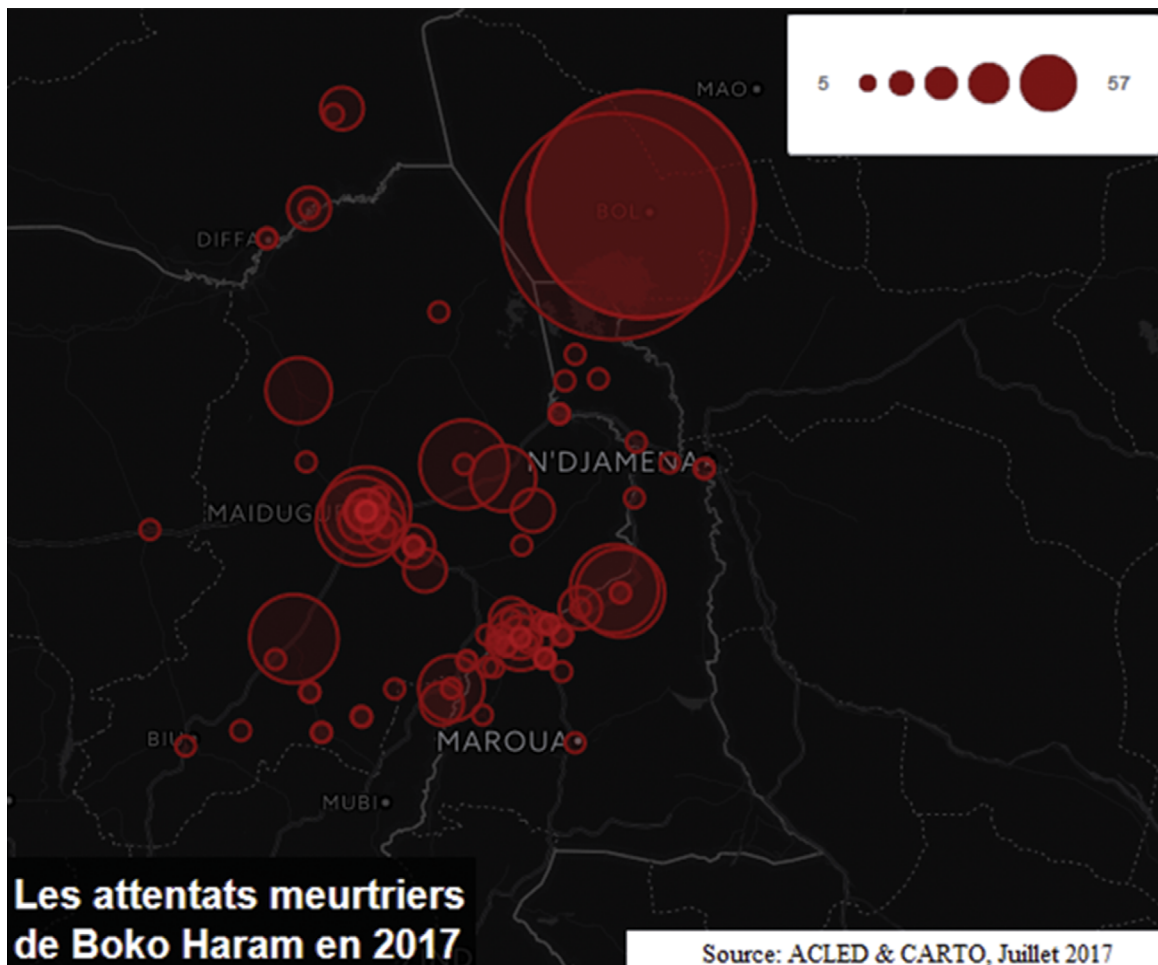
Les premiers indices d'une présence effective de Boko Haram au Cameroun remontent à 2009 lorsque les rescapés de la secte, fuyant les affrontements avec les forces de sécurité nigérianes, ont transité ou se sont repliés dans les localités du corridor frontalier avec le Nigeria, notamment à Fotokol, Mora, Maroua, Kousseri, Amchidé, Kerawa, Djibrilli, Bornori, Tolkomari, Kolofata, etc. S'appuyant dès 2011 sur un puissant réseau d'imans locaux, de prédicateurs itinérants, de jeunes boursiers camerounais recrutés parfois depuis le Nigéria et le Soudan, Boko Haram se lance dans une campagne de prosélytisme et de recrutement dans les départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Logone et Chari. Selon un bilan consolidé d'International Crisis Group (ICG) de novembre 2016, entre 3 500 et 4 000 Camerounais, très majoritairement des hommes, auraient rejoint Boko Haram pour des raisons diverses : opportunisme, fanatisme, vengeance personnelle, goût de l'aventure. Certains l'ont rejoint par contrainte, à la suite d'enlèvements estimés par ICG à plus de 1 000 depuis 2014. Le Mayo-Sava représente le plus important foyer de recrutement de Boko Haram, mais les autres départements frontaliers (Mayo Tsanaga, Logone et Chari) et les villes comme Maroua et Kousseri ont également beaucoup contribué en hommes.

Profitant de la vague de réfugiés qui arrivent au Cameroun dès 2012, les éléments de Boko Haram venus du Nigéria voisin s'y sont infiltrés et ont engagé des activités de propagande et d'implantation de cellules dans l'Extrême-Nord. Des

attaques isolées et très localisées ont été enregistrées la même année sur la ligne frontalière située entre Dabanga, Fotokol, Makari, et Kousseri ; suivies entre 2013 et 2014 d'une vague d'enlèvement d'expatriés occidentaux et d'élites locales. Le gouvernement Camerounais resté attentiste au départ, devant cette menace nouvelle parfois perçue comme un problème nigéro-nigérian, a dû sortir de sa réserve pour déclarer officiellement la guerre à Boko Haram en mai 2014.

Depuis cette période, la région est le théâtre d'une guerre hybride qui articule attaques conventionnelles (dès 2014), guérilla, tactiques asymétriques (à partir de l'été 2015), au gré de l'évolution des capacités

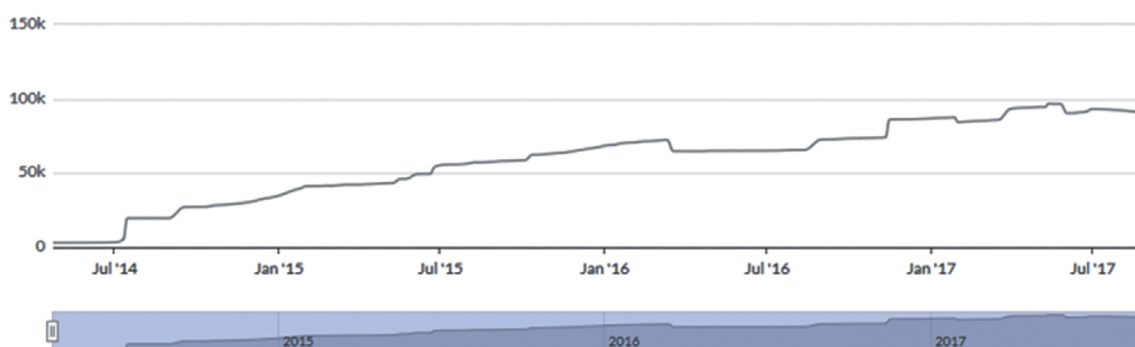
opérationnelles de Boko Haram et du rapport de force militaire (Mbarkoutou, 2016). Les estimations obtenues à partir du croisement des données d'ACLED, d'ICG à travers sa plateforme Crisis watch et du journal l'Œil du Sahel - trois sources ouvertes reconnues pour leur suivi rigoureux de cette crise depuis 2013 – font état d'environ 556 attaques et 77 attentats suicides perpétrés par Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord entre janvier 2013 et juin 2017. Depuis 2014, plus de 150 militaires et environ 1 670 civils auraient trouvé la mort dans le conflit Boko Haram. Un chiffre qui s'alourdirait à plus de 2 000 civils selon l'œil du Sahel, si on remonte à 2012.



Le conflit a entraîné un afflux des réfugiés nigériens au Cameroun. Plus de 90 000 individus enregistrés par le HCR, entrés par les localités de Kewara, Amchidé, Fotokol, Tourou, Mogodé, sont principalement concentrés dans le camp de Minawao (qui en accueille plus de 59 000 depuis juillet 2013 contrairement à sa capacité d'accueil qui n'est que de 39.000 places) et les villages voisins qui abritent près de 33 000 réfugiés. Les déplacés internes sont tout aussi nombreux dans les localités de la région (Mémé, Makary, Kousseri, Afadé), et posent d'énormes défis humanitaires. Jusqu' en septembre

2017, on dénombrait 325 589 personnes déracinées dont 235 913 déplacés internes, 30 278 réfugiés non enregistrés et 59.398 retournés. 91% de ces déplacés le sont à cause du conflit Boko Haram (DTM, 9 juillet 2017). Environ 60% des déplacés internes sont hébergés au sein de familles hôtes, elles-mêmes déjà vulnérables. Les autres déplacés internes et réfugiés s'installent dans des camps de fortune le long des axes routiers (Maroua-Kousseri, Kolofata-Mora). Ces chiffres alarmants sur les victimes révèlent l'ampleur de l'enracinement d'une menace qui a bénéficié d'un terreau favorable.

Nigeria refugees in Cameroon



Source: Data Unhcr, August 2017

B. Contexte d'émergence du conflit Boko Haram

La violence islamiste qui sévit actuellement dans l'Extrême-Nord du Cameroun s'inscrit dans l'histoire des dynamiques culturelles, sociopolitiques et économiques de la région. Le positionnement géostratégique singulier de cette partie du Cameroun, au confluent de plusieurs foyers de conflits chroniques et de poches de marginalité, a aménagé un terrain propice à l'implantation de Boko Haram.

La région de l'Extrême-Nord est un espace éloigné du centre politique et polarisé par le nord-est du Nigéria – épice de l'insurrection islamiste – avec qui il entretient une grande proximité historique, géographique, socioculturelle, linguistique et religieuse. Elle jouxte le bassin du lac Tchad, espace carrefour abritant une multitude de groupes ethniques liés par une solidarité transfrontalière, à l'instar de l'ethnie Kanuri présente aussi bien dans le Borno nigérien que dans les départements

du Mayo Sava et du Mayo-Tsanaga camerounais.

Malgré l'exiguïté de son territoire, la région affiche une croissance démographique dynamique qui l'a placée au rang de région la plus densément peuplée du Cameroun, avec une population estimée à trois millions et demi d'habitants (BUCREP, 2010). Cependant, l'attention des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur de ce poids démographique. On note un net désengagement socio-économique et institutionnel de l'Etat, comme en témoignent les indicateurs socio-économiques alarmants livrés par l'Institut National des Statistiques et la Banque Mondiale: plus de 70 % de la population de cette région vit sous le seuil de pauvreté, 50% à 70% d'enfants y souffrent de malnutrition chronique. En dehors de la ville de Maroua, chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord, qui concentre la plupart des institutions publiques et des infrastructures comparables à celles de grandes villes méridionales, le reste de la région connaît un faible niveau de développement en infrastructures routières, énergétiques, sanitaires, éducatives et un tissu industriel quasi inexistant. Une véritable fracture sociale se dessine entre les zones urbaines et rurales, entre la région tout entière et les régions du sud du pays. Cette fracture alimente la frustration et le sentiment d'abandon dans le cœur des populations.

L'emprise de l'ignorance a également constitué un facteur favorable à l'enracinement de l'extrémisme. Sur le plan éducatif, la Région de l'Extrême-Nord enregistre des indicateurs tout aussi inquiétants. Le taux d'alphabétisation des individus de 15 ans ou plus est de 40,1% dans l'Extrême-Nord contre 74,3% en moyenne nationale ; le

taux de scolarisation des enfants de 6-11 ans est de 63,0% contre 85,1% en moyenne nationale ; le taux d'utilisation de l'électricité est de 21,4% contre 62,1% en moyenne nationale. Cet état des lieux s'explique non seulement par la réticence à fréquenter les écoles dites de type occidental, mais aussi par la préférence des parents à inscrire leurs progénitures dans les écoles coraniques domestiques ou itinérantes. Sans instruction citoyenne, ni formation pratique, les jeunes issus de ce modèle d'éducation sont non seulement moins compétitifs pour accéder aux opportunités d'emploi et d'épanouissement, mais aussi exposés aux risques de radicalisation et d'instrumentalisation.

La région de l'Extrême-Nord a toujours été perçue par les pouvoirs publics comme un espace de désordre où ils peinent à imposer leur autorité. Elle est en proie depuis des décennies à une intense criminalité transfrontalière organisée qui a continuellement mutée, au gré des circonstances et des réponses coercitives de l'Etat, en combinant enlèvement, embuscade sur des véhicules de transport en commun, raid sur les campements (Saibou Issa, 2006; 2010). La région est également un espace de transit et de trafic de la drogue, du carburant frelaté, des médicaments, des pièces détachées, des armes légères et de petit calibre en provenance du Soudan, de la Centrafrique et du Tchad.

L'ampleur de cette criminalité a sans doute été attisée par l'instabilité climatique d'une région soumise à la rudesse d'un climat de type soudano-sahélien, caractérisé par des inondations récurrentes (dues à des périodes pluvieuses courtes, imprévues et excessives durant les mois d'août et

novembre), la faible pluviométrie, les épisodes de sécheresse sévère entraînant assèchement des points d'eau, raréfaction des pâturages et destruction des récoltes. Les effets nocifs du changement climatique ne sont pas sans conséquence sur la vie des communautés : augmentation de l'insécurité alimentaire (35% de la population exposée avant l'escalade du conflit selon le PAM) et montée du grand banditisme alimenté, entre autres, par des éleveurs nomades pour compenser l'arrêt de leur activité dû à l'absence de pâturage. Une activité de prédation qui génère souvent des conflits inter- et intracommunautaires dans le Logone et Chari, le Mayo-Danay, le Mayo-Sava et le Diamaré. Le dérèglement climatique exacerbe également les conflits locaux opposant les communautés socio-professionnelles de pêcheurs, agriculteurs et éleveurs, en particulier dans les plaines inondables de la plaine du Logone, le long des fleuves Logone et Chari et sur les abords exondés du lac Tchad.

Toute cette violence structurelle s'est conjuguée à la montée d'un fondamentalisme religieux qui séduit de nombreux jeunes. L'arrivée des courants wahhabites et salafistes a bouleversé le paysage religieux de l'Extrême-Nord et redessiné de nouvelles lignes de fracture sur des bases confessionnelles. Les grandes mosquées traditionnelles se sont vues concurrencées par de petites mosquées plus offensives ; les juulirde, qui foisonnent dans les quartiers et séduisent les jeunes. Leur prêche était particulièrement virulent à l'égard de l'ordre religieux soufi, et leur sympathie pour l'idéologie de Boko Haram a été maintes fois dénoncée par les autorités religieuses et traditionnelles. Dans ce sillage, un conflit

latent semblait naître entre classes d'âge dans un contexte où la représentation politique est confisquée par une élite politique sénile. Les gérontocrates qui ont gouverné sans partage, à la fois, l'establishment traditionnel soufi et l'ordre politique moderne, semblent aujourd'hui contestés par une mouvance idéologique instrumentalisée notamment pas des jeunes des zones frontalières en interaction avec des gourous et autres prédicateurs venus du Nigeria.

Sous l'effet conjugué d'une géographie contraignante, des modes de production et d'échanges économiques peu intégrés aux rouages de l'économie moderne, d'un paysage religieux et socioéconomique en proie aux vecteurs d'extrémisme sur fond de solidarités ethniques transfrontalières agissantes, le phénomène Boko Haram s'est implanté dans le septentrion, exploitant au passage les soutiens d'entrepreneurs criminels, religieux, politiques, identitaires pour imposer sa fêrûle.

Chapitre II – ACTEURS, ENJEUX ET PERSPECTIVES D'UN CONFLIT COMPLEXE

A. Parties prenantes et enjeux du conflit Boko Haram

La cartographie des acteurs du conflit permet de dessiner un maillage complexe d'intervenants locaux, nationaux et internationaux mus par des rationalités spécifiques, et tirant des bénéfices économiques, politiques, symboliques et affectifs de ce conflit.

1. La filière camerounaise de Boko Haram et son réseau logistique

Le mouvement insurrectionnel qui sème la terreur dans l'Extrême-Nord du Cameroun mobilise un ensemble très hétérogène d'acteurs avec de nombreuses ramifications dans les sphères religieuses, politiques et économiques locales.

Au cœur de cet ensemble complexe, on retrouve les leaders et les combattants de la mouvance terroriste d'inspiration salafiste djihadiste. Boko Haram ou le « Groupe des partisans de la sunna pour la prédication et le jihad » (comme il se définit) bascule dans l'insurrection armée dans le nord-est Nigérian dès 2009 en agrégeant des profils divers allant des fanatiques aux individus enrôlés de force ainsi que de purs affairistes. Le groupe armé va progressivement muter son modus operandi au gré des réponses sécuritaires des Etats du bassin du lac Tchad. Axée au départ sur des attaques frontales dans une logique guerrière résolument symétrique, la stratégie du mouvement va évoluer vers des formes plus asymétriques et hybrides avec notamment le recours aux bombes humaines, aux Engins Explosifs Improvisés (EEI), aux scènes de pillage et d'enlèvement des paysans.

Ayant au départ un agenda localement circonscrit au territoire nigérian, Boko Haram a progressivement manifesté un intérêt particulier pour le Cameroun. L'intérêt était d'aménager une base arrière de repli dans la guerre qui l'opposait à l'armée nigériane, de sécuriser les couloirs d'approvisionnement par la connexion des espaces sanctuarisés et de contrôler des zones de prélèvement des ressources humaines,

logistiques, militaires, matérielles, informationnelles et alimentaires. La déclaration de guerre lancée par le Cameroun en mai 2014 suivie de l'allégeance très médiatisée à Daesh en mars 2015 ont déterminé Boko Haram à considérer le territoire camerounais comme un front légitime du djihad.

Pour s'implanter durablement et sécuriser ces lignes d'approvisionnement, la milice islamiste étend ses ramifications jusqu'aux réseaux mafieux camerounais et tchadien qui contrôlent des transactions immobilières et foncières ainsi que les principaux axes empruntés par les produits de la contrebande à l'instar des axes Kousséri – N'Djamena, Mora - Maiduguri en passant par Kolofata et Banki (village où est stocké le carburant trafiqué du Nigéria). D'ailleurs, les combattants de Boko Haram empruntent dans leur mobilité les mêmes itinéraires que les produits de la contrebande. C'est la preuve d'un mariage opérationnel qui revêt une grande importance tactique pour le groupe terroriste car il lui offre une parfaite maîtrise des voies de contournement des *check points* et des points de passage névralgiques en territoire camerounais.

A côté des groupes organisés, Boko Haram peut également compter sur des particuliers, intermédiaires financiers, transporteurs informels, passeurs, qui jouent des rôles déterminants dans la chaîne logistique. Ces adeptes, militants et relais, véritables acteurs de l'ombre bien intégrés dans la société, ont permis au groupe terroriste de faire main basse sur une bonne partie de l'économie informelle de la région qui repose sur le commerce transfrontalier du bétail, poisson,

poivre rouge, cigarette, médicament, pièces détachées de moto.

Le mécanisme d'appui est bien rodé : les intermédiaires financiers ouvrent des sociétés-écran ou des comptes bancaires pour lever des fonds auprès des réseaux terroristes ou acheminer des revenus générés par le trafic de stupéfiants. Plus de 38,789 milliards FCFA (soit 59 500 000 environ) auraient par exemple été levés par un particulier entre 2012 et 2015 selon l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF). Le rapport du Groupe d'Action contre le financement du Terrorisme en Afrique centrale rend compte d'un ensemble de méthodes de financement endogène des activités terroristes de Boko Haram qui s'adosent sur les rançons des otages, l'utilisation abusive des bureaux transfrontaliers de change manuel, les embuscades et pillages, la mise à contribution des entreprises de microfinance, le vol et trafic transfrontalier du bétail ou la livraison des produits servant à la commission d'actes terroristes (GABAC, 2017). Les transporteurs informels se livrent au trafic d'armes au moyen des motocyclettes, en dissimulant parfois leurs produits dans des sacs de céréales empilés sur leurs engins ; les réseaux de passeurs dissimulent les devises dans des marchandises, et les commerçants bradent sur les marchés locaux le produit des razzias effectuées par le groupe terroriste sur les éleveurs.

La vague de reconversion au terrorisme islamiste est allée au-delà des trafiquants et acteurs informels pour toucher des groupuscules spécialisés dans le mercenariat, installés dans la région depuis des décennies. Il s'agit d'ex-rebelles tchadiens, soudanais, centrafricains, aguerris aux techniques de guérilla qui se recyclent au

gangs-terrorisme pour tirer parti du climat délétère qui domine la région. Ces professionnels de la gâchette en déshérence auraient prêté à Boko Haram leur expérience de la guerre à prix d'or.

Aujourd'hui, la multiplication des incursions des combattants et des kamikazes qui échappent à la vigilance des services de sécurité et de contrôle camerounais démontre de façon évidente que la nébuleuse connaît le terrain, si elle n'est pas sur le terrain. Cette maîtrise tient au fait que Boko Haram s'appuie sur un large spectre d'acteurs locaux qui lui expriment une certaine sympathie.

De nombreux propagandistes lui ont préparé le terrain en diffusant les prêches de Mohammed Yussuf (fondateur de Boko Haram) dans les localités et villes de la région. Les prédicateurs itinérants et des jeunes boursiers propriétaires des petites mosquées ont multiplié des prêches virulents à l'égard de la classe gouvernante et des élites religieuses soufies dans un contexte où ils ne bénéficiaient guère de la reconnaissance de l'Etat, encore moins des autorités religieuses traditionnelles. Leur motivation était visiblement de favoriser l'éclosion d'une société nouvelle adossée sur la loi islamique, dans laquelle ils cesseront de jouer un rôle marginal et jouiront d'une grande notoriété auprès de l'élite politique et de la population. Leurs actions se sont superposées à celles des organes de propagande djihadiste, principalement certaines ONG islamiques internationales, bien connectées avec les réseaux extrémistes en Afrique et au Proche Orient. Ces derniers auraient, selon l'ANIF, collecté et mis à disposition des fonds au profit des combattants de Boko Haram sous le couvert des activités caritatives. Boko Haram a également recouru selon

l'ANIF, à des associations-écran pour faciliter les mouvements des fonds mobilisés par ses soutiens à l'étranger. De manière générale, les organismes à but non lucratif présents dans les pays de l'Afrique centrale sont exposés aux risques de financement du terrorisme (GABAC, 2015).

L'instrumentalisation des clivages au sein d'une population locale très hétéroclite du point de vue ethnique et confessionnel fait partie intégrante de la stratégie de Boko Haram sur ces différents fronts. S'il est établi que la base de Boko Haram sur le plan ethnique est Kanouriphone avec une forte proportion de Mobeurs et de Boudouma (Bakary Sambe, 2016), cette réalité est moins perceptible au Cameroun où le facteur ethnique a peu déterminé les choix stratégiques de Boko Haram (Christian Ségnobos, 2014 ; ICG, 2016). Cependant, en dehors des Kanuri, la milice islamiste a exercé son emprise idéologique avec une certaine facilité sur des ethnies d'obédience musulmane comme les Arabes Choa, Mandara, Kotoko et Haoussa. Dans une région où l'islam cohabite avec d'autres chapelles religieuses (une population de croyants répartie entre 2/5 de musulmans, 2/5 de chrétiens et 1/5 d'animistes), Boko Haram s'est également appuyé sur des groupes ethniques majoritairement non musulmans et animistes comme les Mafa, Mada et Kapsiki. Un constat qui révèle que l'enjeu de ce conflit qui a toutes les apparences d'une guerre de religions, est moins confessionnel, mais davantage structuré par des intérêts économiques et symboliques sur fond d'instrumentalisation des identités des populations qui vivent dans les localités facilement accessibles de la bande frontalière avec le Nigeria.

Cette indifférence, les jeunes désœuvrés et sous-scolarisés de l'Extrême-Nord la subissent depuis des années. Partagés entre le chômage et le sous-emploi, les jeunes des localités affectées ont majoritairement cédé aux propositions alléchantes de Boko Haram. Le principe d'enrôlement moyennant moto, prime de recrutement (entre 300 et 2 000 dollars) et promesse d'un salaire oscillant entre 100 et 400 dollars, et d'une épouse pour les plus méritants, a séduit beaucoup de jeunes désabusés et sans perspective d'avenir. Il convient aussi de signaler que d'autres jeunes issus de grandes familles ont rejoint les rangs du mouvement islamiste. Ces fils de dignitaires religieux, politiques ou traditionnels étaient, selon toute vraisemblance, portés par des motivations autres qu'économiques. Bloqués dans leur ascension sociale à cause d'un modèle de gouvernance peu tourné vers les périphéries et qui privilégie la cooptation des élites gérontocratiques, ces jeunes ont trouvé dans le califat fantasmé une promesse de mobilité sociale et de participation politique. Au-delà des demandes économiques et politiques exprimées par ces jeunes à travers leur enrôlement, c'est également une situation de désarroi social qui est indexée. Plusieurs enfants sous-scolarisés, issus de familles pléthoriques sont entrés en contact avec les éléments de Boko Haram pendant leur fréquentation des écoles coraniques ou pendant les activités de mendicité, de contrebande, de *call-box*, de pêcheurs ou commerçants itinérants. Leur précarité les a rendus vulnérables à la radicalisation et à toute sorte de manipulation (transport de colis piégés, renseignement, etc.).

Plusieurs chefs traditionnels, officiels et élus locaux sont également soupçonnés d'avoir facilité les opérations de Boko Haram au Cameroun. Une collusion qui peut se comprendre eu égard aux dynamiques économiques anciennes et à certaines réalités anthropologiques. Dans la région de l'Extrême-Nord où les réseaux de trafic dominant le paysage économique, plusieurs chefs traditionnels ont tiré parti des revenus générés par ces activités illicites. Une pratique qui leur permettait, non seulement de réunir les moyens nécessaires pour gagner le prestige social et accéder à des positions de pouvoir, mais aussi d'assumer les charges sociales associées à leur leadership. Cette connexion historique entre réseaux mafieux et milieux politiques traditionnels s'est prolongée dans un contexte de crise sécuritaire alimenté par l'insurrection islamiste. Plus de treize chefs de 3^e degré, des Lawans, issus de l'arrondissement du Mayo-Moskota dans le département du Mayo-Tsanaga ont été placés en garde-à-vue administrative en décembre 2014 pour leur collusion présumée avec Boko Haram. Les autres, issus du département du Logone et Chari et du Mayo-Sava ont également été écroués entre janvier 2015 et janvier 2016. En contrepartie d'importantes sommes d'argent, ces derniers auraient joué les indics, ravitailleurs et hôtes des agents de Boko Haram.

Cependant, il faudrait se garder de toute extrapolation puisque certains chefs coutumiers auraient collaboré avec Boko Haram par peur de représailles. En effet, les chefs de plusieurs localités comme Leymarie, Fagme, Foueram, ont été assassinés parce qu'ils étaient perçus par la mouvance islamiste comme des informateurs des

autorités. D'autres très impliqués dans le commerce transfrontalier licite ou illicite et soucieux de sécuriser leurs transactions commerciales en l'absence de structures étatiques de protection, ont été obligés de collaborer avec des agents de Boko Haram qui contrôlaient certains axes commerciaux. Des officiels ne sont pas en reste. Dans un département du Logone et Chari, plaque tournante du commerce transfrontalier entre le Nigéria, le Cameroun et le Tchad (surnommée affectueusement « Miel » par certains fonctionnaires des douanes), les réseaux de trafic mais aussi les agents de Boko Haram ont acheté le silence et la complicité de plusieurs agents publics. Rama Moussa, ex-maire de Fotokol et ancien contractuel d'administration en douane arrêté en 2015, est soupçonné d'avoir été complice de l'enlèvement de l'épouse du vice premier ministre Amadou Ali et d'avoir aidé à écouler au Cameroun les véhicules volés par Boko Haram au Nigéria moyennant une commission. Des personnes politiquement fragiles n'hésitent pas à faire de la crise Boko Haram un dictame d'affirmation politique comme l'atteste l'implication / collaboration opportuniste des conseillers municipaux, des hommes d'affaire, etc. avec la nébuleuse islamiste. Aussi, plusieurs interlocuteurs sollicités par le gouvernement camerounais pour négocier la libération des otages sont aujourd'hui incarcérés. C'est le cas d'Abdoulaye (fils du député Abba Malla), Abdallah Adamou, Baba Talba, Waziri Isma, Aïssami Ousman, etc. Devant cette mouvance complexe aux nombreuses ramifications, la riposte s'est organisée. De l'autre côté de la ligne de front, des acteurs organisent la réponse sécuritaire et humanitaire. La riposte qui s'opère à

toutes les échelles implique aussi bien les acteurs étatiques, que les organisations locales, régionales et internationales qui ne poursuivent pas nécessairement les mêmes intérêts.

2. L'offensive politique et militaire du gouvernement camerounais

Lorsque le Cameroun se décide à combattre Boko Haram en 2014, il est déjà aux prises avec de multiples menaces sécuritaires consécutives au débordement du conflit centrafricain à sa frontière orientale, à l'activisme des pirates sur son littoral et au banditisme militaire ourdi par des rebelles tchadiens et centrafricains dans le septentrion.

Avec l'intensification des incursions de Boko Haram et du flux de réfugiés nigériens dans l'Extrême-Nord, le gouvernement camerounais a fait le choix de passer à l'offensive pour juguler cette tendance haussière. Mais au-delà de cette inquiétude sécuritaire évidente, des calculs politiques et diplomatiques auraient déterminé la décision de Yaoundé. L'entrée en guerre contre Boko Haram a donné l'occasion au gouvernement camerounais de réchauffer ses relations diplomatiques avec Paris. Au départ très distantes et caractérisées par l'évitement, les relations entre M. Hollande et M. Biya se sont améliorées avec la libération des otages français d'abord et la lutte contre un ennemi commun ensuite. Sur le plan de la politique intérieure, la lutte contre Boko Haram a ouvert une fenêtre d'opportunité permettant au régime de se re-légitimer et de neutraliser l'action des forces de l'opposition. La rhétorique de l'union sacrée, la loi antiterroriste controversée et la récupération des victoires

réalisées par les forces de sécurité sur le front, illustrent tous les bénéfices politiques tirés par le pouvoir.

Quant aux forces de défense camerounaises, elles se sont mises à pied d'œuvre pour contrer l'expansion de la menace terroriste. A la posture purement défensive observée au tout début du conflit, a succédé l'initiative offensive à partir de février 2015 jusqu'à présent, à travers les opérations Emergence 4 et Alpha. Les opérations conduites parallèlement au niveau bilatéral (Tchad-Cameroun; Nigéria-Cameroun ; etc.) et multilatérales (avec la Force Multinationale Mixte) ont permis de déloger les terroristes de plusieurs bastions, de démanteler leurs camps d'entraînement et leurs entrepôts de fabrication d'engins explosifs, de couper leurs circuits d'approvisionnement. Ces réactions musclées qui ont réduit substantiellement leur capacité opérationnelle ont contraint les djihadistes à revenir aux tactiques asymétriques auxquelles les troupes camerounaises semblent moins aguerries.

3. Les réponses des organisations régionales et des partenaires internationaux

Les efforts conjugués des grandes puissances et des organisations régionales et internationales ont contribué à combattre l'insurrection islamiste sur le front militaire, humanitaire et socioéconomique.

La lutte contre Boko Haram a donné une nouvelle vie à certaines organisations en perte d'influence. C'est le cas de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) qui a vu son importance s'accroître et son mandat s'élargir à la faveur du conflit. Son secrétariat exécutif assure désormais le pilotage politique de la Force Multinationale Mixte (FMM) qui

rassemble officiellement 10 000 personnels militaires, réparties en quatre secteurs au Cameroun (secteur 1 de Mora), au Tchad (secteur 2 de Baga-Sola), au Nigéria (secteur 3 de Baga) et au Niger (Secteur 4 de Diffa).

L'Union Africaine (UA) a contribué au renforcement de cette coopération sécuritaire à l'œuvre dans le bassin du lac Tchad. Elle a doté la FMM d'un cadre légal en obtenant une autorisation formelle de son Conseil de Paix et de Sécurité. Depuis la signature d'un protocole d'accord le 20 octobre 2015 sur le rôle de la Commission de l'UA et du Secrétariat de la CBLT dans la mise en œuvre du Concept d'opération, l'UA assure le pilotage stratégique de la FMM à travers une cellule dénommée « Strategic Support Cell ». Cette cellule supervise les activités de la FMM et mobilise l'aide des donateurs.

La Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) s'y est également impliquée. Elle a activé le Pacte d'Assistance Mutuelle qui existe entre les Etats membres, octroyant une aide d'urgence en ressources financières d'un montant de 50 milliards de Francs CFA au Cameroun et au Tchad. Un retour d'ascenseur à deux pays qui jouent un rôle déterminant dans la Copax (conseil de paix et de sécurité d'Afrique Centrale).

La France et les Etats Unis jouent un rôle crucial au côté des pays de la CBLT. Leur soutien logistique très apprécié par de nombreux observateurs se relève toutefois insuffisant pour combler les attentes des Etats de la région. En effet, on n'a pas observé un réel engouement sur le plan diplomatique pour offrir le cadre juridique, la légitimité politique et l'accompagnement financier de la FMM à travers le vote d'une résolution du Conseil de Sécurité des

Nations Unies. Ce n'est qu'en mars dernier, que la résolution 2 349 (2017), la première sur le conflit, a été adoptée à l'unanimité par les membres, sans engagement sur le financement de la FMM.

Les enjeux du soutien logistique des grandes puissances sont d'ordres sécuritaires et économiques. A travers la création par la France d'un détachement de liaison et de contact à Maroua et le déploiement par les Etats Unis d'une centaine de militaires américains pour «conduire des opérations de renseignement aéroporté, de surveillance et de reconnaissance dans la région » (Obama, 2015), les partenaires internationaux affichent leur volonté de participer à l'éradication de Boko Haram au Cameroun. Cet engagement s'explique en partie par la nécessité de sécuriser une région dont l'instabilité serait préjudiciable à leurs intérêts économiques et stratégiques. Il s'inscrit aussi comme le prolongement des programmes destinés à fragiliser les réseaux extrémistes dans le Sahel et priver Daesh d'un sanctuaire en Afrique de l'ouest. Mais le renforcement du partenariat militaire en situation de crise revêt également une importance commerciale pour des pays qui sont à l'heure actuelle surpassés par la Chine, l'Espagne et la Russie dans la fourniture du matériel militaire au Cameroun. Des contrats d'armement et de formation des forces spéciales, les ventes d'équipements de communication et des drones de surveillance, sont les principales retombées de cette coopération sécuritaire.

Au demeurant, l'insurrection islamiste continue de faire des victimes malgré la robustesse des moyens déployés. Pour soulager les douleurs, les agences onusiennes (UNHCR,

FAO, PAM, UNICEF, UNFPA) et ONG humanitaires (MSF, ACF, Croix Rouge, Pulic Concern, Secours Catholique, Caritas, etc.) fournissent une assistance d'urgence aux réfugiés et déplacés internes qui ont fui les attaques meurtrières de Boko Haram. Les agences de développement (AFP, GIZ, USAID) et le PNUD accompagnent les projets portés par les organisations de la société civile locale et internationale pour renforcer la résilience communautaire, prévenir l'extrémisme violent et relancer le développement durable dans l'Extrême-Nord. Plus de 42 organisations pilotant environ 156 projets (OCHA, février 2017) participent avec les structures gouvernementales à relever ces défis humanitaires et socio-économiques dans l'Extrême-Nord mais aussi à l'Est du pays.

Le conflit Boko Haram offre l'occasion de revitaliser toute la machine du « *charity business* » qui bénéficie aussi bien au personnel de l'humanitaire qu'aux populations locales: financement des projets, acquisition des mandats, occasion de publicité pour certains organismes, création d'emplois locaux, construction des carrières professionnelles, etc. C'est toute l'industrie de l'humanitaire et du relèvement qui est relancée derrière la crise sécuritaire qui sévit dans l'Extrême-Nord.

4. La mobilisation de comités de vigilance

La multiplication des exactions de Boko Haram sur le territoire national a révélé l'ampleur des complicités locales dont bénéficiaient les insurgés. Soucieux d'affaiblir leurs soutiens locaux et optimiser le renseignement prévisionnel et opérationnel, les autorités camerounaises ont réactualisé la défense populaire inscrite dans le concept

de défense du Cameroun, qui repose sur l'idée que « les armées ne suffisent pas pour sauver une nation tandis qu'une nation de défense par le peuple est invincible » (Discours d'Ahidjo, 15 août 1970). De l'instruction interministérielle de 1962 créant les groupes d'autodéfense à l'arrêté régional de juin 2014 du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord, Augustin Awa Fonka, encourageant la réactivation de ces unités sous l'appellation « comités locaux de vigilance », on assiste à une prolifération sans précédent de vigilants, estimés aujourd'hui à environ 16 000 dans la quasi-totalité des villes et villages de l'Extrême-Nord (ICG, Février 2017). Officiellement, leur objectif est d'améliorer la réactivité des autorités et des forces de sécurité à travers l'information, le renseignement et la dénonciation des situations suspectes.

Sur le terrain, les membres des comités de vigilance ont contribué, au-delà de l'identification des djihadistes et de l'alerte, à déjouer plusieurs attentats kamikazes ou à réduire leur létalité parfois au péril de leur vie. Leur ancrage communautaire et leur parfaite maîtrise de la géographie, de l'histoire, des langues et des cultures locales, font d'eux des partenaires privilégiés de la contre-insurrection pilotée par les services de sécurité camerounais. Leurs exploits leur valent d'être régulièrement félicités par les pouvoirs publics et de bénéficier d'une attention médiatique inouïe ainsi que des marques de bienveillance. Cependant, les dénonciations calomnieuses de certains, les extorsions auxquelles se sont livrés quelques-uns et les soupçons de collusion des autres avec la milice islamiste, ont quelque peu entaché l'image de ce corps communautaire de sécurité qui se trouve désormais dans une posture ambivalente.

Les soutiens divers apportés par l'ensemble des parties prenantes ont nettement contribué à faire reculer l'emprise des djihadistes sur le front camerounais et soulager les souffrances des nombreuses victimes. Toutefois malgré les défaites militaires subies, le pouvoir de nuisance de Boko Haram demeure et les conséquences du conflit sur le paysage économique, politique et socioculturel ne cessent de s'alourdir.

B. Impact socioéconomique et politique du conflit Boko Haram

Le climat sécuritaire délétère qui règne dans la région de l'Extrême-Nord a aggravé les difficultés d'une région déjà confrontée à d'importants défis socioéconomiques. Les piliers de l'économie locale (l'élevage, l'agriculture, le commerce transfrontalier et le tourisme) sont aujourd'hui fortement ébranlés par le phénomène Boko Haram. L'activité agricole est à l'arrêt dans les zones périphériques en proie aux incursions répétées des insurgés. L'économie pastorale fonctionne au ralenti à cause de la perturbation de la transhumance saisonnière et du dépouillement croissant des bergers qui osent s'aventurer dans les zones à risques. La plupart des points de transit frontaliers (Doublé, Amchidé-Banki) sont désormais fermés (Djanabou, 2014), et seuls les marchés intérieurs comme ceux de Kousséri, Maroua et Mora conservent, malgré les pénuries et la flambée des prix, un dynamisme relatif. Cette triste réalité a attisé la précarité des paysans. Le secteur touristique connaît lui aussi un déclin inouï. Les réserves et parcs naturels, les paysages fabuleux et les montagnes spectaculaires qui faisaient des localités de Waza et de Rhumsiki des hauts lieux du tourisme camerounais sont

désertés. Derrière la chute vertigineuse des fréquentations touristiques, c'est toute l'industrie du tourisme qui s'en trouve affectée et des centaines d'emplois locaux détruits : pisteurs, guides, artisans, vendeurs d'œuvre d'art (Gonne, 2014), etc.

La situation sociale s'est elle aussi considérablement dégradée après l'abandon des écoles et la désertion des centres de santé par les fonctionnaires. Des paysans très vulnérables ont abandonné leur maison, bétail, champs pour échapper aux violences meurtrières de Boko Haram. Une famille sur trois souffrirait aujourd'hui de l'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad d'après le PAM (2017). Ce désarroi crée un profond malaise social potentiellement dangereux pour la cohabitation pacifique dans une région qui accueille depuis 2013 une forte communauté de réfugiés et de déplacés internes. L'envahissement des terres habitables, l'occupation de l'espace agricole, la dévastation des champs par le bétail des déplacés et la stigmatisation de certains réfugiés, ont nourri des tensions intercommunautaires et inscrit la cohésion sociale dans un nouveau cycle de conflits (Mbarkoutou, 2017). Dans les localités de Kousséri, Mora et Mokolo qui se trouvent en première ligne des zones de crise sécuritaire, les conflits agropastoraux induits par l'arrivée des déplacés se sont concentrés autour des enjeux d'accès aux points d'eau, aux terres agricoles, aux zones de pâturage et au bois de chauffe (PNUD, 2015).

Le paysage politique a connu de profondes mutations induites par le conflit. Plusieurs chefs de 2^e et 3^e degré qui régnaient dans les villages abandonnés par leurs sujets

ont vu leur autorité s'étioler. Affaiblis à cause de la disparition de leurs réseaux de domination clientéliste et appauvris par le départ des sujets sur qui ils prélevaient certaines taxes, ce sont des chefs brisés qui se réfugient avec les déplacés forcés dans les localités hôtes de Kolofata, Mora, etc. La guerre a également renforcé le pouvoir des autorités administratives et militaires dans la région au grand dam des chefs traditionnels, qui jouissaient pourtant d'une grande influence avant la crise sécuritaire. Au-delà des mutations économiques, sociales et politiques consécutives au conflit, certaines dynamiques locales et nationales suscitent des craintes sur les perspectives sécuritaires de la région.

C. Futurs possibles de la crise sécuritaire dans l'Extrême-Nord Cameroun

Les changements induits par le conflit et les dynamiques de l'environnement économique sous régional alimentent de nombreuses inquiétudes et renforcent la vraisemblance des hypothèses les plus pessimistes sur l'avenir du conflit Boko Haram.

- Les épreuves difficiles de certains réfugiés nigériens au Cameroun représentent une bombe à retardement qui pourrait prolonger le conflit dans la durée. Ceux qui sont installés dans le camp de Minawao vivent dans des conditions psychiques difficiles de déracinement en dépit des efforts de l'Etat et ses partenaires (HCR) pour améliorer le niveau d'assistance. Résignés et mal informés sur la situation dans leur pays, certains (13 091) ont tenté entre avril et juin 2017 de regagner les villes de Banki et Pulka qui connaissent pourtant un chaos humanitaire. Ces derniers mois,

l'inflation des attaques terroristes dans le Mayo Sava a renforcé les suspicions à l'égard des réfugiés nigériens, ouvrant parfois sur des amalgames. De janvier à juin 2017, 4 317 nouveaux réfugiés hors camp auraient été reconduits de force à la frontière par les services de sécurité camerounais (communiqué du HCR du 14 juillet 2017). Aux dures conditions auxquelles ils sont confrontés dès leur retour au Nigéria, s'ajoute le traitement indécent qu'ils reçoivent de la part de l'armée nigérienne qui les soupçonne de complicité avec Boko Haram. Une telle considération pourrait figer leur frustration et aménager le lit de l'extrémisme violent. Le discours de Boko Haram pourrait sur le court terme rencontrer un écho particulier auprès de cette cible vulnérable. La mouvance islamiste aurait déjà infiltré ces communautés pour engager une campagne de retournement puisque neuf présumés combattants de Boko Haram et cent complices, infiltrés au sein de ces réfugiés venant du Cameroun ont été interpellés au début du mois de juillet selon Ahmed Satomi, directeur de l'Agence de gestion des urgences pour l'Etat du Borno. Ce scénario n'est pas si éloigné de celui qu'on pourrait envisager pour les déplacés internes dont la vulnérabilité socioéconomique et la stigmatisation sociale accroissent le risque de conflit intercommunautaire. Ce risque est démultiplié avec l'approche d'échéances électorales locales où les enjeux liés à l'autochtonie, l'allogénie et l'ethnicité pourraient être agités dans la mobilisation des soutiens communautaires.

- La surpopulation carcérale dans la prison de Maroua où sont écroués plusieurs

présumés membres de Boko Haram, en attente de procès, est préoccupante. Plus de 1 000 personnes arrêtées dans le cadre de la lutte contre Boko Haram y sont détenus (Amnesty International, 2016), soit trois fois sa capacité d'accueil. Une situation d'autant plus préoccupante que ces présumés partagent leur quotidien avec des prisonniers de droit commun. Pourtant, l'actualité sécuritaire de l'Occident et du Moyen Orient nous rappelle que les prisons ont régulièrement fonctionné comme des foyers de radicalisation et des lieux de reconstitution des réseaux islamistes. Le risque que cette prison devienne une future académie du djihad n'est pas à négliger, même s'il faut tempérer cette hypothèse en signalant que la majorité des « radicalisés » incarcérés à Maroua ou à la prison centrale de Yaoundé, sont moins des radicalisés idéologiques portés par une conviction inébranlable de défendre l'islam, que des adeptes et militants opportunistes qui voulaient tirer profit d'une collaboration, fut-elle furtive, avec Boko Haram.

- Salués pour leurs énormes sacrifices mais redoutés pour les risques sécuritaires qu'ils pourraient attiser dans l'avenir, les comités de vigilance suscitent la controverse. Seront-ils le prochain problème sécuritaire post-Boko Haram ? Feront-ils monter les risques sécuritaires après l'essoufflement de l'insurrection djihadiste ? De plus en plus, les comités de vigilance deviennent une question qu'une solution. C'est la crainte partagée par ceux qui appréhendent une mutation des comités de vigilance en organisation prédatrice criminelle ou en milice locale alimentant la violence communautaire. La composition de cette

entité nourrit cette crainte. En dehors des communautés victimes des exactions de la nébuleuse islamiste, les comités de vigilance mobilisent aussi d'anciens brigands, coupeurs de route, contrebandiers qui, une fois sevrés de leurs revenus avec la fin des hostilités, pourraient reprendre leur carrière criminelle et alimenter une économie de guerre. Plusieurs chefs ou membres des comités de vigilance ayant collaboré avec Boko Haram ou profité du butin issu de la lutte contre l'insécurité, constituent une catégorie fragile et versatile, capable de se retourner contre la communauté. D'ailleurs, on a ainsi assisté à l'arrestation de plusieurs chefs ou membres des comités de vigilance pour co-action ou complicité avec Boko Haram. C'est le cas des chefs des comités de vigilance du Canton de Mozogo et de Kolofata, des membres de ceux de Moskota, Wallasa, Tolkomari, Djakana, etc. Le spectre de la politisation des comités de vigilance ou leur instrumentalisation par des entrepreneurs politiques locaux ou nationaux pour conserver leur fief devra être envisagé dans un contexte de grande incertitude politique sur l'après-Biya ou de compétitions électorales aiguës.

- La perspective que Boko Haram emprunte les méthodes de Daesh et s'inspire de sa trajectoire guerrière semble pour l'instant hypothétique, en raison du faible soutien opérationnel de l'Etat Islamique à la nébuleuse, mais n'est pas à écarter. En effet, les revers militaires et la perte de son emprise territoriale sur le théâtre irako-syrien ont poussé Daesh à entrer dans un djihad plus décentralisé voir individualisé, exporté en Europe, qui recourt aux moyens de bord (voiture bélier, couteau, bonbonne

de gaz, etc.) pour échapper à la vigilance des services de renseignement. Ce djihad inspiré par le théoricien Abou Moussab Al Sourî dans son livre culte intitulé Appel à la résistance islamique mondiale, vise à polariser irrémédiablement la société occidentale et créer à terme une guerre civile entre la majorité de la population et la minorité musulmane. Les connexions entre Boko Haram et l'Etat Islamique pourraient servir de porte d'entrée à une telle théorie qui séduit déjà plusieurs extrémistes en occident. Et les pertes de bastions de Boko Haram pourraient déterminer un tel changement de cap. Dans cette perspective, les futures actions de Boko Haram pourraient s'orienter vers des centres urbains pour diffuser leur propagande, radicaliser à distance et pousser leurs cibles vers des attaques urbaines autonomes sans lien avec un commandement opérationnel. L'appel lancé par Shekau dans une vidéo de propagande diffusée le 1^{er} avril 2017, appelant ses partisans à attaquer les sites du Cameroun et même sa capitale, annonce le début ce revirement stratégique.

- Les différents pays impliqués dans la lutte contre Boko Haram sont en proie à de nombreuses difficultés économiques provoquées par la chute des cours du pétrole depuis 2014. Malgré une légère reprise du marché de l'or noir, le Cameroun, le Tchad et le Nigéria peinent à reprendre du poil de la bête, pourtant les défis à relever sont nombreux. Au financement des projets d'infrastructure et des programmes sociaux s'ajoute l'effort de guerre à consentir pour opérationnaliser les missions

des forces de sécurité nationales et de la Force Multinationale Mixte. Un double défi qui se révélera difficile à surmonter si le conflit change de format. En effet, la FMM, initialement créée pour endiguer l'expansion de Boko Haram et réduire ses possessions territoriales n'est toujours pas pleinement opérationnelle. L'engagement des pays membres semble s'émousser en raison des coûts élevés que cela implique et des difficultés économiques auxquels ils sont confrontés. Il serait difficile pour cette force d'organiser une riposte efficace face à un retour de Boko Haram au combat frontal. Les armées nigériennes et nigériennes payent déjà le lourd tribut du désengagement relatif du Tchad dans les opérations bilatérales. Au nord-est du Nigéria et dans le Lac Tchad, Boko Haram auraient repris le contrôle sur une partie de ses bastions historiques précédemment conquis par les troupes nigériennes et tchadiennes. L'idée que la dégradation de la santé économique des pays membres de la CBLT puisse avoir un impact sur la dynamique du conflit est de plus en plus avancée par les prospectivistes.

Les différents scénarios sur l'avenir du conflit et des évolutions possibles de l'environnement sécuritaire dans le grand nord ont de quoi s'inquiéter. Toutefois, ces scénarios pointent du doigt les domaines vers lesquels l'attention des décideurs devrait se tourner pour redéfinir un futur plus optimiste. Parallèlement, il semble urgent de questionner les facteurs d'enlèvement du conflit Boko Haram au Cameroun.

Chapitre III – POURQUOI LA PAIX TRAINE?

La paix tarde à venir et le regain de violence enregistré ces derniers mois rappelle qu'on est loin de la désescalade. Une trentaine d'attentats-suicide et plusieurs enlèvements ont rythmé le quotidien des populations des départements du Mayo-Sava et du Logone et Chari durant les mois de juin, juillet et août 2017. De violents affrontements ont opposé l'armée aux insurgés dans le Logone et Chari avec, dans certaines confrontations, de lourdes pertes militaires côté camerounais. Un bilan préoccupant qui traduit la résilience d'un adversaire difficile à apprivoiser. Les raisons qui expliquent les faibles perspectives de retour à la paix et à la sécurité résident dans les options sécuritaires opérées, l'opportunisation de la crise par divers acteurs et la mauvaise gouvernance qui affecte la gestion efficace du conflit.

A. Une réponse sécuritaire devenue insuffisante

La réponse camerounaise au phénomène Boko Haram reste pour l'instant cloisonnée, militaro-centrée, lacunaire et nationale. Si les attaques, incursions et infiltrations de Boko Haram, apparues régulières et meurtrières dès 2014 ont déterminé le choix d'une option principalement militaire dans la riposte du Cameroun, il semble aujourd'hui que ce choix se révèle insuffisant au regard des mutations opérées par la menace. Entre les mois de mai et août 2014, près d'une trentaine d'attaques sont enregistrées sur la bande frontalière

des trois départements secoués par la crise. La création de la 4^{ème} région militaire, la réorganisation opérationnelle des zones de guerre en opérations baptisées Alpha et Emergence 4, le redéploiement de nouveaux corps à l'Extrême-Nord, l'intervention de l'armée tchadienne sont, entre autres, les mesures qui ont été prises entre 2014 et 2016. Cet agencement des réponses militaires, mise en œuvre avec les contraintes humaines, géographiques et stratégiques y afférant, traduit une tendance centrée sur l'option militaire. C'est à ce titre que les organisations de la société civile présentes sur le terrain dénoncent l'absence d'un mécanisme de collaboration qui priorise les actions à mener. Elles redoutent que la réponse militaire occulte les autres types de réponse que proposent les organisations humanitaires et de développement, mais semblent marginaliser les sectoriels de l'Etat.

La militarisation tous azimuts des zones affectées par la crise sécuritaire à l'Extrême-Nord a sérieusement inhibé les capacités des communautés à la résilience. Les localités de Mora, Waza, Kolofata, Ashigachia, Bargaram ont constitué des cibles de la furie meurtrière des assaillants de Boko Haram au même titre que les bases militaires qu'elles abritent. Face à l'asymétrie croissante de la menace, les populations, encore marquées par les stigmates des représailles injustifiées qu'elles ont subies dans le cadre de la lutte contre les coupeurs de route (chaque fois qu'elles ont dénoncé leurs bourreaux, elles ont souvent été assimilées à l'ennemi par certains militaires en panne de discernement), ont rechigné à coopérer. L'indiscipline des

soldats se caractérise par des brimades sur les villageois, le racket des passagers, l'accaparement des bœufs repris à Boko Haram, la récurrence des accidents de circulation impliquant les véhicules militaires avec mort d'hommes, ont fini par entamer la confiance des populations vis-à-vis des corps armés engagés dans la lutte contre Boko Haram.

L'interdiction de la mobilité humaine a aussi fragilisé le potentiel économique et renforcé les ressorts de la radicalisation violente dans la région. La fermeture de plusieurs marchés, y compris ceux à bétail et proche des frontières, a perturbé les échanges économiques transfrontaliers vitaux pour les populations de la région. Des mesures de restrictions (l'embargo sur certains produits agricoles et l'interdiction de la circulation des moto-taxi), appliquées sans offres alternatives, ont précipité dans le chômage des centaines de jeunes et perturbé la mobilité de « l'instituteur, de l'infirmier, du moniteur agricole ou du technicien d'élevage qui transporte la connaissance et l'assistance vers des zones enclavées » (Saibou Issa, 2014). Une situation qui accroît le mécontentement social, le rejet des autorités et l'attractivité des recruteurs affiliés à Boko Haram.

Les mesures prises par les pouvoirs publics ont parfois porté atteinte aux droits fondamentaux. Les nombreuses violations des droits humains (largement documentées par des ONG) qui accompagnent les opérations des services de sécurité camerounais exposent davantage les civils, tout en détériorant la confiance et la collaboration entre les populations et l'armée. Un constat qui contredit les fondamentaux d'une

stratégie de contre-insurrection dont le principal enjeu est la conquête des cœurs et des esprits des populations pour gagner en légitimité, mobiliser le renseignement populaire et isoler la faction insurgée tapie dans les communautés. La persistance des attentats et des enlèvements a démontré que cet enjeu est loin d'être atteint et que Boko Haram conserverait encore d'importants soutiens locaux.

La réponse publique présente de nombreuses lacunes : le sous-financement des initiatives publiques de développement local par rapport aux besoins exprimés hypothèque le renforcement de la résilience communautaire; le confinement des organisations d'appui et d'assistance aux mesures de relèvement précoce alors qu'il faut déjà agir sur les leviers de développement ; la question de la gestion et de l'accès anarchique aux ressources du lac Tchad (terres limoneuses et cuvettes, riches en ressources halieutiques, libérées par son assèchement) n'est pas adressée dans les plans de développement pourtant elle revêt un fort potentiel conflictogène. L'instrumentalisation par Boko Haram des tensions entre les communautés Buduma, Haoussa et Peul autour de l'accès et du contrôle des ressources des rives nigériennes du lac Tchad représente un cas d'école qui devrait alerter les autorités camerounaises. Il faudrait par ailleurs indiquer que la plupart des réponses publiques restent circonscrites dans un cadre national tandis qu'elles s'attaquent à une menace transnationale. En dehors de la FMM qui représente le fruit de la coopération sécuritaire sous régionale, les réponses sur le terrain humanitaire et du développement échappent à toute logique régionale. En même temps, il est clair qu'en

matière de planification stratégique, la question Boko Haram à l'Extrême-Nord est toujours perçue comme une préoccupation secondaire, d'où l'absence d'un plan d'urgence régional capable d'envisager des investissements de grande ampleur nécessaires au recul de la pauvreté.

B. Le développement de l'entrepreneuriat du désordre

Dans une région où la prédation et la contrebande se présentent comme des alternatives de survie et des stratégies de reconstitution des moyens de subsistance en situation de détresse socioéconomique, la proportion de l'économie criminelle s'est élargie au fur et à mesure que l'économie formelle perdait de sa vitalité. Cette criminalisation de l'économie locale présente plusieurs visages :

- **La restructuration des filières de contrebande.** A la faveur de l'insécurité générée par Boko Haram, les activités de fraude et de contrebande qu'on croyait à jamais bannies ont connu un regain de vitalité. Désormais influencées par les besoins des assaillants de Boko Haram, les voies de contrebande se sont diversifiées et enrichies de l'apport d'anciens contrebandiers dont le souci majeur est de se faire plein les poches (Funteh, 2014). Qu'il s'agisse des filières pourvoyeuses du Nigéria, des filières de relais présentes au Cameroun ou des filières de distribution implantées en Centrafrique et au Tchad avec des ramifications jusqu'au Soudan, la situation conflictuelle a créé un cadre opportun à la prédation, à l'accumulation criminelle et au retour du crime organisé.
- **La réappropriation de la terreur à l'échelle locale.** La première forme d'autonomisation de la terreur est une

tendance au regroupement des ressortissants d'un même village dans le même groupe. Plusieurs parents des localités de Kolofata, Moskota et Fotokol ont, par exemple, rejoint leurs progénitures ou parents au sein de Boko Haram. Forcés ou volontaires, ces formes de regroupement au sein de Boko Haram sont enregistrées avec le départ des villages entiers. Les données collectées aujourd'hui permettent de recouper le niveau d'insertion de ces communautés parties pour intégrer le système de fonctionnement de Boko Haram. On note que le départ volontaire des populations des villages Bornori ou Kerawa ou forcé des localités de Gousdat-Vreket, Moudogoa, Kamdjidji, Hourbetch, Ldaoutsaf en 2014 a conduit au retour massif de près de 400 retournés constitués d'hommes, de femmes et d'enfants en avril 2017. Par opportunisme aussi, les parents ne supportant pas l'humiliation et la stigmatisation de la communauté ont préféré rallier le camp de leurs proches au sein de Boko Haram. La deuxième forme est la constitution des groupes autonomes d'assaillants. Ils sont hétéroclites, regroupés en entrepreneurs du crime qui écument les villages frontaliers. Ils s'inspirent des formes anciennes de rapine (vol de bétail, razzia des greniers à céréales, embuscades sur les routes) pour couvrir leurs besoins alimentaires. L'action de ces groupes de malfrats s'inscrit aussi dans une logique de nuisance à l'égard des forces de défense, de sécurité et des comités de vigilance. Les forfaits commis à partir des engins piégés portent un dommage sérieux aux unités opérationnelles de l'armée camerounaise et de la section 1 de la force Mixte Multinationale. Qu'ils soient combattants ou ouvriers au service de Boko

Haram, la légion camerounaise de Boko Haram constitue un facteur essentiel de pérennisation du conflit en l'absence d'une politique de repentance.

• **La récidive d'anciens brigands** ayant fait amende honorable en intégrant les rangs des comités de vigilance apparaît comme une des modalités de reproduction de la violence. Le contexte de desserrement des frontières dont on sait qu'il a favorisé une amorce de mobilité économique, la divagation du bétail volé aux éleveurs et abandonné par les assaillants de Boko Haram sont, entre autres, des facteurs de connivence multiple entre populations et Boko Haram, et de récidive observée dans les rangs des comités de vigilance. L'arrestation du célèbre chef des comités de vigilance du Canton de Mozogo, de Kolofata et Djakana en 2016 (L'Œil du Sahel, n°869, décembre 2016) est illustrative d'un modus operandi propre aux usages traditionnels d'accumulation et de survie par la violence. La synthèse des données collectées à partir de 2013 et rendues public en juin 2016 par les services déconcentrés de l'élevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA) fait état de plus de 31 101 bovins, 19 306 petits ruminants, 4003 volailles pillés depuis l'avènement du phénomène Boko Haram au Cameroun. L'évaluation économique de ces pertes s'élève à une valeur financière de 8 553 414 500 francs CFA (13 000 000 € environ). C'est un manque à gagner qui représente environ 15% des pertes globales provoquées par la guerre contre Boko Haram (selon certaines estimations du MINEPIA).

• **La sanctuarisation des zones et le contrôle des ressources.** La formation d'une conscience autonome de rupture et de production de la terreur au niveau local s'est véritablement manifestée sur les îles du lac Tchad. En effet, certaines îles du Nigeria ainsi que de la commune de Hilé-Alifa au Cameroun se sont rendues autonomes dans la production de la violence, reléguant au second plan les assaillants réels de Boko Haram ou formant avec eux une alliance stratégique. Des pêcheurs de ces villages-îles, las d'avoir été réduits en simples courtiers, intermédiaires et pêcheurs sous-traitants des grands commerçants résidents dans les grandes agglomérations au Cameroun, Tchad et Nigeria, trouvent en l'irruption de Boko Haram au lac Tchad l'occasion d'une reprise du contrôle des ressources si abondantes du lac. Par une stratégie de reproduction de la violence à l'échelle locale, ils rompent de fait les liens de dépendance et de subordination qu'ils subissaient (Seignobos, 2015). Ainsi, l'insurrection Boko Haram nourrit et produit de nouvelles insurrections localisées dont l'issue débouche inéluctablement sur des nouvelles formes d'expression et d'aspiration, elles-mêmes criminogènes. Il y a un risque d'extension de ce modèle vers d'autres îles, en particulier à Kofia et Darak au Cameroun dans les localités insulaires de Kinasserom et riveraines de Guité et Mitériné au Tchad.

C. L'absence d'une stratégie de dé-radicalisation

A la différence du Nigeria, du Tchad et du Niger qui se sont inscrits dans une logique de retour à la paix par l'acceptation du principe

de pardon aux radicalisés, le Cameroun semble convaincu que l'option militaire est la seule fiable. Certes, la politique de la main tendue aux insurgés n'a pas toujours produit les résultats attendus, il reste qu'elle demeure une option politique d'apaisement et de voie de sortie pour de milliers de combattants qui n'ont plus d'issue que de retourner dans leurs communautés de départ. Pourtant, les politiques, les militaires et les communautés victimes savent qu'une partie des attaques et incursions dans les villages de l'Extrême-Nord sont l'œuvre des fils du terroir en survivance dans une sorte d'errance sans fin. Il est utile de sortir de l'impasse, qui laisse aux recrues de Boko Haram le choix entre une mort lente en prison et une mort rapide au combat, vers l'acceptation des repentis. Toutefois, sans être une recette magique, la politique du pardon et du retour des repentis requiert un minimum de condition dont les principales sont le consensus des communautés de départ à accueillir leurs enfants et la capacité de l'Etat à mettre sur pied un protocole de dé-radicalisation. Tant que les jeunes camerounais restent coincés dans la nature sans perspective de retour, la paix dans les localités affectées restera une chimère.

La question de la nécessité d'une politique de dé-radicalisation au Cameroun doit cependant être précédée par le constat alarmant d'un déficit de cadre d'actions en matière de contre-radicalisation. Entendue comme l'ensemble des dispositifs de prévention de la radicalisation, la contre-radicalisation au Cameroun reste encore un champ peu investi, surtout par les politiques publiques. Le répertoire de quelques actions encore visibles, notamment dans la Région de l'Extrême-Nord, décline des acteurs issus des

Agences des Nations Unies (PNUD, UNFPA), de la société civile, des ONG internationales (PAIC, Plan International...) et de l'Etat. Ces actions visent à adresser les déterminants socioéconomiques de la radicalisation à travers les projets HIMO, des AGR et des formations pour les jeunes exposés aux risques de radicalisation dans les zones affectées ; les déterminants socioculturels des extrémismes par le renforcement de la cohésion intercommunautaire et interreligieuse, la mise en place d'une plateforme régionale de cohésion sociale et de dialogue, le renforcement des capacités de la société civile en promotion de la paix, la formation des maires et autorités traditionnelles aux mécanismes du vivre ensemble, la capacitation des communautés à la gestion des conflits anciens et nouveaux ; les déterminants idéologiques par la mise à contribution des leaders religieux et d'associations interreligieuses pour la sensibilisation dans les lieux de culte, l'encadrement des écoles coraniques. Pour autant, ces initiatives, portées principalement par des organismes d'appui au relèvement précoce, ne s'inscrivent dans aucune matrice d'actions, elle-même tributaire d'une politique de contre-radicalisation à l'échelle nationale. Ce déficit structurel amplifie la question de la dé-radicalisation dont l'enjeu réside dans la déconstruction cognitive d'une conviction radicale. De la contre-radicalisation à la dé-radicalisation, le Cameroun ne semble pas avoir amorcé le processus de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au niveau mental. L'absence d'une réponse organisée face au retour d'environ 400 personnes revenues des zones d'opération de Boko Haram et qui ont été cantonnées dans l'enceinte de la mairie de Mozogo dans le département du Mayo-Tsanaga en avril

2017, traduit clairement un déficit de plan civil de résolution à long terme de la crise Boko Haram au niveau national.

D. L’empreinte de la mauvaise gouvernance

De nombreux problèmes de gouvernance renforcent les piliers de la crise sécuritaire qui sévit dans l’Extrême-Nord. A l’instar des « petits couteaux » - référence faite aux petites mains qui travaillent pour Boko Haram - dont l’itinéraire de collaboration avec le mouvement terroriste est essentiellement opportuniste, on constate aussi que plusieurs officiels de l’Etat profitent de Boko Haram pour s’enrichir. Certains responsables sécuritaires à l’instar des chefs des postes d’identification de la police, des commandants des brigades frontalières et des chefs d’unités militaires postées aux frontières se livrent aux activités de contrebande (Fotokol), de trafics de toutes sortes (Darak), de trafic de nationalité (Bogo).

La corruption généralisée a sans doute facilité les infiltrations et les manœuvres de Boko Haram au Cameroun. Autour du Lac Tchad, une unité de Barnawi aurait activement participé au trafic de poisson séché au Niger devant le silence des soldats camerounais à qui elle aurait octroyé des pots de vin et établi un pacte tacite de non-agression (Hans de Marie Heungoup, février 2017). Le renforcement de la chaîne de corruption perturbe le démantèlement des cellules terroristes ou ouvre des brèches à partir desquels les djihadistes de Boko Haram pénètrent en territoire camerounais pour réaliser leur forfait.

Chapitre IV – RECOMMANDATIONS

Le conflit Boko Haram s’apparente à un large écran de fumée derrière lequel se tisse une toile complexe d’intérêts politiques, économiques, sociaux et symboliques qu’il incombe de démêler. Les solutions proposées ne prennent pas suffisamment en compte ces intérêts et se révèlent insuffisantes pour surmonter les multiples défis posés par le conflit. Les recommandations suivantes visent à améliorer les réponses actuelles dans l’optique d’accélérer le processus de pacification de la région de l’Extrême-Nord.

Pour améliorer l’intervention des pouvoirs publics dans la gestion du conflit Boko Haram, l’Etat devrait :

- Renforcer la coordination des actions des différents intervenants à travers la création des plateformes permanentes offrant des occasions de concertation entre institutions étatiques, OSC, universitaires et partenaires au développement, ainsi que la mise en place d’un bureau national de coordination des affaires humanitaires.
- Améliorer la transparence et la gouvernance locales de la crise par une démilitarisation de la gestion de la crise et une implication plus marquée des élus (maires, députés, sénateurs) ainsi que les services déconcentrés. Les pouvoirs publics devraient régulièrement consulter les populations sur les projets en cours, informer et sensibiliser le public sur les décisions administratives.
- Veiller au respect des droits humains et du droit international humanitaire en

mettant en place une commission mixte de suivi et d'évaluation de la situation des droits humains sur le terrain, en interpellant et en poursuivant les auteurs de violation des droits humains identifiés parmi les forces de sécurité et les comités de vigilance.

- Renforcer la culture de la prévention à travers la mise sur pied d'un mécanisme d'alerte rapide contre les crises et les catastrophes.
- Passer des initiatives de relèvement aux plans de développement plus ambitieux, capables de renverser la courbe de la pauvreté et de l'ignorance
- Elaborer et conduire un Plan Régional d'Urgence pour sortir la région de l'urgence et la placer dans l'orbite du développement

Pour étoffer les réponses collectives au phénomène Boko Haram, les Etats membres de la CBLT, l'UA et les partenaires internationaux pourraient :

- Opérationnaliser la composante civile de la FMM afin d'accroître la sensibilité pour les dimensions socioéconomiques, religieuses et politiques dans la résolution de ce conflit.
- Impliquer d'avantage les chefs traditionnels des zones affectées dans la prévention et la lutte contre l'endoctrinement et l'enrôlement des jeunes. Et renforcer les conseils des chefs traditionnels du Bassin du Lac Tchad.
- Créer un fond sous régional spécial consacré à la réinsertion socio-économique des personnes déplacées et au financement des programmes régionaux visant à éradiquer les facteurs qui font le lit du terrorisme, à l'instar du programme Tiwara

que veut initier l'Agence Française de Développement dans le Sahel.

- Aménager les espaces transfrontaliers pour accroître leurs potentiels d'échanges et de mobilités humaines tout en sécurisant l'Etat civil.
- Mettre sur pied des programmes régionaux de développement des zones frontalières afin d'en faire des territoires d'opportunité, de paix et de sécurité.

En vue d'aménager des espaces d'intérêt pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris les entrepreneurs du crime et de la guerre, de bénéficier des dividendes de la paix, des réformes de fond devraient être engagées.

- L'Etat, avec le soutien des partenaires internationaux, devrait élaborer un programme d'amnistie et de réinsertion socioéconomique pour encourager les désertions au sein de la mouvance.
- Le réseau de soutien à Boko Haram, majoritairement jeune, s'est constitué dans un contexte de crise de l'emploi, de précarité sociale et d'exclusion politique et économique des jeunes. Pourtant, la guerre contre Boko Haram a renforcé ses fragilités en détruisant des secteurs de l'économie de la région. Il est donc urgent que l'Etat, la société civile et les bailleurs internationaux initient des programmes qui dépassent l'actuelle option de relèvement pour promouvoir des aménagements stratégiques capables d'impulser le développement par la relance de tous les secteurs et la modernisation des pratiques agricoles, de pêche et d'élevage. L'accompagnement des micro-projets et l'appui à la formalisation progressive du commerce dans la région est tout aussi capital pour faire reculer

l'économie souterraine propice à la contrebande et au financement du terrorisme. A ce propos, des mesures d'incitation telles que la gratuité du coaching, les facilités d'accès au crédit et l'exonération de certaines taxes peuvent se révéler efficaces. Les jeunes dont les secteurs d'activité ont été affectés, à l'instar du secteur touristique, ont besoin de nouvelles formations professionnelles pour se convertir à d'autres activités en attendant le retour de la sécurité. Cette formation est également nécessaire pour les autres groupes vulnérables, accompagnée de l'exécution de projets à haute intensité de main d'œuvre prioritairement axés sur la valorisation des ressources locales. Le soutien ne doit pas seulement s'adresser aux groupes vulnérables, mais aussi aux PME en vue d'encourager leur maturation et leur capacité à générer des emplois.

- Les autorités devraient stopper la prolifération des comités de vigilance tout en facilitant l'accès des civiles aux réseaux de renseignement et de communication destinés à alerter les forces de sécurité. Le mandat des comités de vigilance doit être clairement défini et les objectifs limités devraient leur être assignés. L'Etat et les partenaires étrangers devraient aussi établir à l'avance un plan de démobilisation et de réintégration socioéconomique pour offrir des perspectives d'avenir aux vigilants.
- La surveillance des activités des ONG confessionnelles et des fondations islamiques est nécessaire pour limiter les risques de financement du terrorisme et de prosélytisme islamiste. Leurs activités doivent être cataloguées, les antécédents de leurs dirigeants connus, leur source de

financement et leurs comptes bancaires formellement déterminés lors de l'obtention de l'agrément auprès de l'administration publique.

- La sécurisation de la ligne commerciale entre Maiduguri et l'Extrême-Nord ainsi que tous les passages transfrontaliers est cruciale pour redynamiser les échanges commerciaux et juguler la hausse des prix, provoquée par le changement des circuits commerciaux. L'inflation devrait être maîtrisée à travers des politiques de subvention ou d'exonération fiscales de certains produits très consommés à l'Extrême-Nord qui proviennent du sud Cameroun. Le but étant d'empêcher que le prix des produits de la contrebande soit plus compétitif que celui des produits agréés.
- Les rendez-vous électoraux de 2018 représentent une opportunité pour corriger les fautes politiques passées. Les partis politiques devraient investir davantage de candidatures jeunes et les impliquer massivement dans les campagnes électorales pour les accoutumer aux pratiques démocratiques comme mode d'expression politique. La récente communication d'ELECAM au sujet des inscriptions sur les listes électorales dans la région est encourageante. La région de l'Extrême-Nord enregistre au mois de juillet 2017 le plus grand nombre d'inscrits à l'échelle nationale, soit 1 104 270 personnes. Ce qui pourrait témoigner d'un intérêt croissant pour la politique. Les organisations citoyennes doivent aussi multiplier les campagnes de « *community organizing* » pour construire la capacité d'action collective des populations dans la région et ériger des contre-pouvoirs locaux nécessaires à l'enracinement de la

culture démocratique, du contrôle citoyen de l'action public et de la gouvernance responsable.

- Les autorités camerounaises qui ont fait preuve d'une grande hospitalité jusqu'ici doivent continuer d'agir vis-à-vis des réfugiés conformément aux conventions internationales relatives aux droits des réfugiés. En partenariat avec le HCR, ils doivent s'assurer que les retours volontaires des réfugiés se déroulent sous haute sécurité et dans des conditions humaines.
- Les autorités camerounaises et nigérianes devraient renforcer leur coopération sécuritaire en consolidant et en élargissant les relations formelles ou informelles entre les armées camerounaises et nigérianes sur la ligne de front afin d'adresser d'autres menaces tels que les coupeurs de route, braconniers, bandes armées transfrontalières, trafiquants, etc. qui alourdit considérablement la crise sécuritaire.

CONCLUSION

Le conflit Boko Haram qui sévit dans l'Extrême-Nord du Cameroun avec toutes les apparences d'une menace nouvelle, n'est que l'avatar de crises sécuritaires chroniques qui agitent la région depuis des décennies. Il s'est nourri des fragilités de

la région tout en mettant progressivement en scène un échiquier complexe d'acteurs aux intérêts pluriels et fluctuants. La poursuite de ces intérêts semble avoir inscrit le conflit dans la durée. A l'heure actuelle, la situation sécuritaire dans la région reste préoccupante. Le regain de violence observé ces derniers mois est, non seulement le signe de la vitalité d'un mouvement qu'on croyait à l'agonie, mais aussi l'indicateur d'une forte présence de la nébuleuse en territoire camerounais. Les lacunes des réponses engagées face à cette menace ont exacerbé les ressorts de la crise et favorisé l'éclosion d'une nouvelle génération de sympathisants et de militants qui attisent la violence extrémiste ou la criminalité organisée. Les nouvelles réflexions sur le phénomène Boko Haram devraient intégrer ces acteurs nouveaux dans l'équation sécuritaire. Des réponses holistiques et inclusives, bénéfiques à l'ensemble des parties prenantes doivent être envisagées pour convaincre les entrepreneurs de la violence d'abandonner leurs activités criminelles. Ainsi, les objectifs de guerre doivent être révisés et des mesures doivent être prises sur le court et moyen terme pour restaurer la viabilité économique de la région, améliorer la compétitivité de l'économie formelle, faire revivre la démocratie participative à l'échelle locale et ouvrir des perspectives de réhabilitation des victimes mais aussi de réintégration des militants islamistes.

RÉFÉRENCES

1. Afrique Contemporaine, 2015, Comprendre Boko Haram, Dossier No 255.
2. Amnesty International, 2016. « Cameroun: bonne cause, mauvais moyens », Juillet 2016.
3. Amnesty International, 2017. « Chambres de torture secrètes au Cameroun: violations des droits humains et crimes de guerre dans la lutte contre Boko Haram », Juillet 2017.
4. Aparid E., 2015. « Boko Haram, le jihad en vidéo », Politique Africaine, n°138.
5. Assanvo, W., Ella J. & Sawadogo, A. 2016. « La Force multinationale de lutte contre Boko Haram : quel bilan ? », ISS, N° 19.
6. Berghezan, G. 2016. « Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples, résultat incertain ». GRIP. Note d'analyse.
7. Caillet, R. 2016. « Boko Haram: du centre Ibn Taymiyya de Muhammad Yusuf à la Wilaya de l'État islamique en Afrique de l'Ouest d'Abu Mus'ab al-Barnawi » Religioscope, Septembre 2016.
8. CBLT, 2012. Programme d'action stratégique pour le bassin du lac Tchad, Inversion des tendances à la dégradation des terres et des eaux dans l'écosystème du bassin du lac Tchad. (Est-ce un rapport Joseph ?)
9. Conférence idées pour le développement, 2016. « Face à Boko Haram, comment agir dans le bassin du lac Tchad ? », juin 2016, l'AFD.
10. DMJ, 2015. L'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun.
11. Ewi, M. 2013. « Le Cameroun et la menace terroriste », L'Œil du Sahel - N°564, Décembre 2013.
12. France 24, 2014. « Sommet africain de Paris : la « guerre totale » déclarée à Boko Haram », mai 2014.
13. GABAC, 2017, « Le financement du terrorisme en Afrique Centrale », Avril 2017.
14. Guibbaud, P., 2014 « Boko Haram : Le Nord-Cameroun dans la tourmente ? », GRIP, Eclairage.
15. Heungoup, H., 2015 « Radicalisme religieux: quel attrait sur les jeunes? », Grain de sel, No 71.
16. Heungoup, H. 2016. « In the Tracks of Boko Haram in Cameroon », International Crisis Group.
17. Heungoup, H. 2017, « Boko Haram's shifting tactics in Cameroon: what does the data tell us? ». Africa Research Institute.
18. ICG, 2015, « Cameroun : la menace du radicalisme religieux ». Rapport Afrique No229.
19. ICG, 2016, « Boko Haram on the Back Foot? ». Briefing N°120.
20. ICG, 2016, « Cameroun : faire face à Boko Haram ». Rapport Afrique No241.
21. ICG, 2017, « Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram », Africa Report N°244.
22. INS, 2010, « Rapport régional de progrès des objectifs du millénaire pour le développement de l'Extrême-Nord », 2010, MINEPAT, INS, PNUD.
23. Kongou, L., 2014, Boko Haram : le Cameroun à l'épreuve des menaces, Paris, L'Harmattan.
24. Luntumbue, M., 2014, « La CBLT et les défis sécuritaires du Bassin du Lac Tchad », GRIP. Note no14.
25. Mbarkoutou Mahamat H., 2016, « Boko Haram: évolution des modes

- opératoires au Cameroun », Revue Le Didiga(Côte d'Ivoire.), n°14, pp. 55-76.
26. Musila, C., 2012, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad », Note de l'IFRI.
 27. Nkalwo, L., 2015 « L'Etat islamique en Afrique de l'ouest (ex-Boko Haram) : La stratégie de diversion face à l'assaut de la coalition armée », Thinking Africa, NAP n° 30.
 28. Ntuda, J., 2010, Piraterie et terrorisme: de nouveaux défis sécuritaires en Afrique centrale, Yaoundé. FES, Presse Universitaire d'Afrique.
 29. OXFAM International, 2017, « L'or rouge et la pêche dans le bassin du lac Tchad. Rétablir les moyens de subsistance détruits et protéger les populations dans la région de Diffa au Niger ».
 30. Pérouse de Montclos, M.-A., 2015, « Boko Haram et les enjeux régionaux de l'insurrection », Fondation Jean-Jaurès, Note n° 246.
 31. Pérouse de Montclos, M.-A., 2015, « Premier bilan de la coalition contre Boko Haram », Fondation Jean-Jaurès, Note n° 259.
 32. PNUD, 2015, « Conflits et mécanismes de résolution des crises à l'Extrême-Nord du Cameroun », juillet 2015.
 33. PNUD, 2017, Journey to extremism in Africa: drivers, incentives and the tipping point for recruitment, Regional bureau for Africa.
 34. Pommerolle M.-E., 2015, « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politique », Politique Africaine, n°138.
 35. Saïbou I., (dir), 2014, Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, Revue Kaliao numéro spécial, Université de Maroua.
 36. Saïbou I., (dir), 2016. Les musulmans, l'école et l'Etat dans le bassin du lac Tchad, L'Harmattan Cameroun.
 37. Saïbou I. 2004, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », Politique Africaine, n° 94.
 38. Saïbou I. 2006, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », Polis/Revue Camerounaise des Sciences Politiques, Vol. 13, N° 1-2.
 39. Saïbou I., 2010, Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad, Terrains du siècle, Karthala, Paris.
 40. Sambe, B., 2016, « Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Au-delà du sécuritaire, le danger ethnociste et le désastre humanitaire », Timbuktu Institute, Observatoire des Radicalismes et Conflits religieux en Afrique.
 41. Schomerus, M. 2017, « What political economy analysis for programmes does and does not tell us- and some thoughts about South Sudan », Dakar, Workshop Autor FES, May 2017.
 42. Seignobos, C. & Tourneux, H., 2002, Le Nord-Cameroun à travers ses mots. Dictionnaire de termes anciens et modernes relatifs à la région. Paris : Karthala.
 43. Wassouni F. & Gwoda A., (dir.), 2017, Boko Haram au Cameroun: dynamiques plurielles, Editions Peter Lang S.A.

Achevé d'imprimer
en décembre 2017
Yaoundé - Cameroun

Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique N° 21

A propos des Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le manque de sécurité est l'un des principaux obstacles au développement et à la démocratie en Afrique. L'existence de conflits violents prolongés ainsi que le manque de responsabilisation dans le secteur de la sécurité dans de nombreux pays entravent la coopération dans le domaine de la politique de sécurité. L'émergente Architecture Africaine de Paix et de Sécurité fournit un cadre institutionnel pour promouvoir la paix

et la sécurité. En tant que Fondation politique attachée aux valeurs de la démocratie sociale, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) vise à renforcer l'interface entre la démocratie et la politique de sécurité. FES facilite donc le dialogue politique sur les menaces à la sécurité et les réponses qui y sont apportées au plan national, régional et continental. Les Séries FES sur la Paix et Sécurité en Afrique visent à contribuer à ce dialogue en faisant des analyses pertinentes, largement accessible.

A propos de cette publication

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, le terrorisme est devenu la principale menace à la paix et à la sécurité dans le monde, constituant aujourd'hui l'enjeu politique majeur. En Afrique, il apparaît plus incisif dans un contexte où la pauvreté, la mal-gouvernance et les crispations identitaires font le lit de l'extrémisme. Trois principaux pôles terroristes agitent le continent : AQMI dans le Sahel, AL SHABAB en Somalie et BOKO HARAM dans le Bassin du lac Tchad.

Le mouvement armé Boko Haram qui a été fondé en 2002 par l'imam Mohammed Yusuf dans le Nord-Est du Nigeria privilégie trois modes d'action: les attentats-suicides contre des autorités et des civils, les attaques armées causant des massacres violents, et les enlèvements à l'encontre des populations civiles. Responsable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, Boko Haram est classé comme organisation terroriste par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies depuis le 22 mai 2014.

Au Cameroun, Boko Haram profite malheureusement de l'élan de solidarité à l'égard des déplacés et réfugiés.

Ses adeptes, fuyant l'Etat du Borno devant l'offensive de l'armée nigériane, ont trouvé dans les zones frontalières de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun un espace de repli et un terreau fertile au recrutement. Entre pauvreté, sentiment d'abandon et replis identitaires, des centaines de jeunes adhèrent au mouvement dès 2009.

Depuis 2013, la trame des événements traduit une mutation de la menace terroriste. Des réponses (militaires, humanitaires, logistiques) coûteuses continuent à être déployées, avec peu de succès.

Depuis 2016, la Fondation Friedrich Ebert (FES) a organisé quatre rencontres de dialogue à Yaoundé et à Ngaoundéré pour analyser ces questions et proposer certaines pistes sur de **nouvelles réponses sécuritaires collectives** afin de combattre ce phénomène Boko Haram.

A travers la présente publication, fruit de ces dialogues entre experts de tout bord, la FES veut contribuer à la recherche de solutions capables d'adresser les défis sécuritaires de la sous-région.

